



Follow up to AEFA's May 13, 2021 meeting / Suivi de la réunion de AEFA du 13 mai 2021

Response Regarding Senator Deacon's Question on CUSMA Implementation

In 1994, Canada, the United States, and Mexico created the largest free trade region in the world with the North American Free Trade Agreement (NAFTA), generating economic growth and helping to raise the standard of living for the people of all three member countries. By strengthening the rules and procedures governing trade and investment, this agreement has proved to be a solid foundation for building Canada's prosperity and has set a valuable example of the benefits of trade liberalization for the rest of the world.

The implementation of the Canada-United States-Mexico Agreement reinforces Canada's strong economic ties with the United States and Mexico, a relationship supporting \$1.5 trillion in trilateral trade in 2019. The Agreement has provided crucial predictability and stability for Canadian businesses and workers by enabling North American trade to continue throughout the pandemic. Since entry into force on July 1, 2020, the parties have worked diligently to support the effective implementation of the Agreement and stand-up the various committees under the Agreement, including those on Small and Medium-Sized Enterprises and North American Competitiveness. A Free Trade Commission Ministerial meeting took place on May 17 and 18 to take stock of progress and set trilateral priorities for work under the Agreement going forward. In particular, Ministers discussed progress on the implementation of the new Agreement, as well as important trilateral trade issues such as integrated supply chain resilience, the importance of strong labour standards and rejecting the use of forced labour, and advancing environmental priorities and mitigating the economic effects of climate change. Ministers also discussed how the three countries can work together to ensure that CUSMA is beneficial for all, including for traditionally under-represented groups.

Réponse concernant la question de la Sénatrice Deacon sur la mise en œuvre de l'ACEUM

En 1994, le Canada, les États-Unis et le Mexique ont créé la plus grande région de libre-échange au monde avec l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui a généré une croissance économique et contribué à élever le niveau de vie des populations des trois pays membres. En renforçant les règles et les procédures qui régissent le commerce et l'investissement, cet accord a prouvé qu'il constituait une base solide pour bâtir la prospérité du Canada, et a servi d'exemple précieux des avantages de la libéralisation du commerce pour le reste du monde.

La mise en œuvre de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique vient renforcer les liens économiques solides du Canada avec les États-Unis et le Mexique, une relation ayant permis la réalisation de 1 500 milliards de dollars d'échanges trilatéraux en 2019. L'Accord apporte une prévisibilité et une stabilité cruciales aux entreprises et aux



travailleurs canadiens puisqu'il assure la continuité des échanges commerciaux nord-américains tout au long de la pandémie. Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord le 1^{er} juillet 2020, les parties ont travaillé avec diligence pour soutenir la mise en œuvre effective de l'Accord et mettre en place les différents comités prévus par l'Accord, notamment ceux sur les petites et moyennes entreprises et sur la compétitivité nord-américaine. Une réunion ministérielle de la Commission du libre-échange a eu lieu les 17 et 18 mai pour faire le point sur les progrès accomplis et fixer les priorités trilatérales pour les travaux à venir dans le cadre de l'Accord. Les ministres ont notamment discuté des progrès réalisés dans la mise en œuvre de ce nouvel accord, ainsi que d'importants enjeux commerciaux trilatéraux tels que la résilience de la chaîne d'approvisionnement intégrée, l'importance de normes de travail strictes et le rejet du recours au travail forcé, ainsi que la promotion des priorités environnementales et l'atténuation des effets économiques des changements climatiques. Les ministres ont également discuté de la manière dont les trois pays peuvent travailler ensemble pour faire en sorte que l'ACEUM profite à tous, y compris aux groupes traditionnellement sous-représentés.